

R-1 ALEXANDRE BOCHATAY ET AL. : HAUSSE DES TAXES D'ETUDES, COUPES DANS LA RECHERCHE ET L'ENSEIGNEMENT : NON A L'AUSTERITE BUDGETAIRE !

Inspirée d'une résolution unitaire cosignée par plusieurs organisations⁵ en avril 2025. Cosignée par des (ex-)étudiant·es, chercheur·euses et enseignant·es membres du PSVR : Alexandre Bochatay, Elisa Moret, Malo Délèze, Antoine Bellon, Lucien Zuber, Adrien Pinho, Elisabeth Germanier, Lisa Salamin, Rémy Mottier, Thomas Silva.

Nous, étudiant·es, chercheur·euses et enseignant·es, nous opposons fermement aux coupes de 431 millions de francs par an voulues par le Conseil fédéral dans le domaine de la formation, de la recherche et de l'innovation. Ce printemps, une coalition d'associations étudiantes et de syndicats a été formée, puis une manifestation nationale a été organisée le 1^{er} octobre dernier et une pétition, réunissant plus de 37'000 signatures, a été déposée à la chancellerie fédérale. **Notre but est simple : défendre la vision d'un service public de la formation et de la recherche qui soit de qualité, accessible à toutes et tous sans discrimination et qui ne se réalise pas sur le dos de travailleurs·euses précaires.**

Désormais, nous invitons le Parti socialiste du Valais romand à soutenir les étudiant·es, chercheur·euses et enseignant·es valaisan·nes et à s'engager pour une vision démocratique et populaire de la formation et de la recherche.

Car, pour compenser les coupes, le Conseil fédéral prévoit des hausses de taxes massives pour les étudiant·es des hautes écoles cantonales et des EPF⁶. Il prévoit aussi de diminuer sa subvention à la mobilité internationale⁷, au Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS)⁸ et à la recherche de l'administration fédérale⁹. Enfin, il envisage de supprimer les contributions liées à des projets des hautes écoles cantonales¹⁰. Ces mesures s'inscrivent dans un vaste programme de démantèlement des services publics et parapublics et de coupes budgétaires à hauteur de 3,6 milliards de CHF.

Aujourd'hui, les hautes écoles (universités, HES et EPF) ont besoin de davantage de financements, pas de coupes. Les investissements dans les locaux et pour garantir des conditions d'études correctes ont été très insuffisants ces dernières années et n'ont pas suivi l'augmentation des effectifs étudiants. La stabilisation des 80% du personnel de recherche

⁵ Liste des organisations signataires : ACIDUL, ACINE, AESSP, AG!SSONS Unil, ANES, ANEL, AP-Arc, CAMP UNIL, CLEF, CUAÉ, Collectif Grève féministe UNIL, Contre-Attaque & Autonomie, FAE, FEN, GRC, oikos Neuchâtel, SIT, SSP, SDNE, Fédération syndicale SUD, Unipoly, Jeunes POP Suisse, Jeunes Vert·e·s Vaud, JSV, PCR, SolidaritéS Vaud et Neuchâtel.

⁶ Mesures 1.5.6 et 2.4 du programme d'allègement : <https://www.newsd.admin.ch/newsd/message/attachments/91623.pdf>

⁷ Mesure 1.5.7

⁸ Mesure 1.5.8

⁹ Mesure 1.5.9

¹⁰ Mesure 2.5

et d'enseignement qui travaillent actuellement sur des contrats précaires demande également des moyens supplémentaires. Enfin, nous aurons besoin de financements pour accueillir des chercheur·euses et étudiant·es qui subissent des attaques dans plusieurs pays.

Fort de ce constat, le PSVR rejette l'ensemble des coupes proposées par le Conseil fédéral et les combat en bloc, car :

1. **Le PSVR rejette catégoriquement toute hausse des taxes d'études¹¹.** La formation supérieure, à l'instar de l'école obligatoire et du secondaire II, devrait être entièrement financée par l'impôt progressif. À l'inverse, les taxes payées par les étudiant·es sont un mode de financement inégalitaire puisqu'elles ne tiennent pas compte du revenu. Procédant de cette même logique, nous nous opposons aussi aux premières augmentations prévues par la HES-SO et les EPF ;
2. **Le PSVR défend des formations accessibles et gratuites.** Chacun·e devrait pouvoir choisir ses cursus de formation librement, de manière autonome et sans considération financière. Nous rappelons qu'il existe déjà des inégalités d'accès aux études supérieures selon la classe sociale¹² et que la précarité étudiante est une dure réalité. Les montants des bourses d'études, qui seraient censées garantir l'accès aux études, sont déjà insuffisants aujourd'hui. De plus, les conditions d'octroi sont restrictives et inadaptées ;
3. **Le PSVR rejette la privatisation du système de formation et l'individualisation des parcours d'études.** À défaut d'un financement public viable, les étudiant·es mettent en place des stratégies individuelles néfastes et coûteuses : cumul d'un ou plusieurs emplois en parallèle des études¹³, cursus à temps partiel, prêt étudiant et endettement. Ces solutions ont des conséquences directes, parfois à long terme, sur la situation économique des étudiant·es et menacent leur intégrité, tant physique que psychique. Dans certains cas, les étudiant·es n'ont d'autre choix que d'abandonner leurs études ou échouent malgré leurs efforts ;
4. **Le PSVR rejette catégoriquement les mesures d'austérité dans le domaine de la recherche et de l'innovation.** En diminuant les subventions au FNS et à la recherche de l'administration, de nombreux postes et projets de recherche sont mis en péril. Selon le FNS, la diminution de sa subvention de 10% aura pour conséquence la suppression de 700 projets de recherche entre 2026 et 2028, soit quelque 2000 postes en moins dans les hautes écoles¹⁴ ;
5. **Le PSVR rejette catégoriquement toute mesure qui discrimine les personnes dites « étrangères ».** La Suisse ne se prive aucunement d'importer des travailleur·euses pour faire fonctionner des secteurs qui connaissent une pénurie de main-d'œuvre qualifiée. Il est particulièrement choquant de voir le traitement qu'elle réserve aux étudiant·es de l'étranger en souhaitant quadrupler le montant de leurs taxes et,

¹¹ https://www.fedlex.admin.ch/eli/cc/1993/725_725_725/fr#art_13 La Suisse est par ailleurs censée instaurer progressivement la gratuité de l'enseignement supérieur.

¹² https://www.tree.unibe.ch/l_tude_tree/index_fra.html

¹³ https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/education-science/personnes-formation/degre_tertiaire-hautes-ecoles/situation-sociale-economique-etudiants.html

¹⁴ [Faktenblatt-Sparmassnahmen_fr.pdf](#)

de fait, contraindre une partie d'entre elles et eux, à renoncer à leur cursus. Cette mesure est d'autant plus inacceptable qu'elle s'inscrit dans un contexte de normalisation des politiques d'extrême droite, xénophobes et racistes ;

6. **Le PSVR défend une recherche et une éducation publiques, libres et de qualité.** Aujourd'hui déjà, travailler dans la recherche est bien souvent synonyme de précarité, de contrats de durée déterminée, de mise en concurrence et de pressions hiérarchiques. De telles conditions de travail nuisent à la qualité de la recherche, à l'enseignement et aux études. La formation tertiaire et la recherche sont indissociables et représentent un bien commun. Elles ne doivent pas être une variable d'ajustement budgétaire. Les désinvestir, c'est attaquer toute la collectivité et affaiblir notre démocratie, qui a besoin d'une production publique et librement débattue de la connaissance. A défaut, celle-ci sera assurée par des acteurs privés poursuivant leurs propres intérêts ;
7. **Le PSVR rejette catégoriquement la suppression des contributions liées à des projets au sein des hautes écoles.** Cette mesure signifierait en particulier l'interruption des programmes qui concernent la relève académique, la promotion de la diversité, de l'égalité et de l'inclusion, la durabilité et l'accessibilité de la science, avec des suppressions d'emplois à la clef. Des initiatives visant à lutter contre le harcèlement à l'université pourraient voir leur financement réduit ou abandonné, au même titre que des projets de vulgarisation scientifique. Les abandonner revient à se désresponsabiliser face à des enjeux qui revêtent une importance sociale évidente.

En conclusion, le PSVR s'oppose formellement à l'ensemble des coupes dans le domaine de la formation, de la recherche et de l'innovation (FRI) proposées par le Conseil fédéral. Notre Parti appelle donc les chambres fédérales à rejeter en bloc le « Programme d'allègement des finances fédérales » car il touchera durement l'ensemble de la population, en particulier les étudiant·es et les chercheur·euses précaires, en les privant de tout ou partie de prestations publiques essentielles.